

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE... 4 fr.
PÓŁROCZNIE... 7 fr.
ROCZNIE... 12 fr.

Zagranicą:

PÓŁROCZNIE... 8 fr.
ROCZNIE... 15 fr.

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS... 4 fr.
SIX MOIS... 7 fr.
UN AN... 12 fr.

Étranger:

SIX MOIS... 8 fr.
UN AN... 15 fr.

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 10, rue Notre-Dame-de-Lorette, 10, PARIS — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

FINIS POLONIÆ

La Pologne agonisante eut son défenseur sans peur et sans reproche. Ce fut le général Thadée Kosciuszko, dont les vertus civiques et militaires faisaient l'admiration des deux hémisphères. Il ne suffisait donc pas de vaincre l'armée polonaise et d'emporter le corps ensanglanté de son Capitaine, il fallait, pour consolider la morale du partage, obtenir sa parole de résignation.

Mais la bouche blême du Général ne laissa entendre ni un mot, ni une plainte. Alors, on n'hésita pas de commettre un faux et de lui imputer une de ces définitions qui ont déjà réussi, tant de fois, à falsifier la vérité historique.

Les consciences sensibles s'accrochèrent depuis au prétendu « Finis Poloniæ » du général Kosciuszko. Les plus grands amis de la nation dépecée ne cessèrent de mêler ces mots à tous leurs soupirs de compassion.

Le faux réussit une fois de plus à incréder le vrai et il a survécu jusqu'à nos jours, décorant les dissertations des érudits modernes.

Il nous semble utile de rappeler que le Général Kosciuszko, en apprenant que le Comte de Ségur dans sa « Décade Historique » répétait la fameuse légende, lui adressa la lettre suivante :

Paris, 20 brumaire an XII (1).

Monsieur le Comte,

En vous remettant hier l'écrit relatif à l'affaire de M. Adam Poninski, sur sa conduite dans la campagne de 1794, il y a encore un autre fait qui se rattache à la malheureuse bataille de Maciëwice, et qu'il me tarde d'éclaircir.

L'ignorance ou la mauvaise foi s'acharnent à faire mettre dans ma bouche le mot de finis Poloniæ, que j'aurais prononcé dans cette fatale journée. D'abord, avant l'issue de la bataille, j'ai été presque mortellement blessé, et je n'ai recouvré les sens que deux jours après et lorsque je me suis trouvé entre les mains de mes ennemis. Puis, si un pareil mot est inconséquent et criminel dans la bouche de tout Polonais, il le serait beaucoup plus dans la mienne.

La nation polonaise, en m'appelant à défendre l'intégrité, l'indépendance, la dignité, la gloire et la liberté de la patrie, savait bien que je n'étais pas le dernier Polonais, et qu'avec ma mort, sur le champ de bataille ou autrement, la Pologne ne pouvait pas, ne devait pas finir. Tout ce que les Polonais ont fait depuis, dans les glorieuses légions polonaises, et tout ce qu'il feront encore dans l'avenir, pour recouvrer leur patrie, prouve suffisamment que, si nous, soldats dévoués de cette patrie, nous sommes mortels, la Pologne est immortelle, et il n'est permis à personne ni de dire ni de répéter l'outrageante épithète de finis Poloniæ!

(1) 31 octobre 1803

Que diraient les Français, si, à la fatale bataille de Rosbach, en 1757, le maréchal Charles de Rohan, prince de Soubise, s'écriait : finis Gallia ou si on lui faisait dire ces cruelles paroles dans ses biographies?

Je vous serai donc obligé de ne pas parler de ce finis Poloniæ dans la nouvelle édition de votre ouvrage, et j'espère que l'autorité de votre nom imposera à tous ceux qui, à l'avenir, voudraient répéter ces mots et m'attribuer un blasphème contre lequel je proteste de toute mon âme.

C'est mon cousin et mon élève, le jeune Georges Zenowicz, qui aura l'honneur de vous remettre cette lettre. Quoique son intention soit de se vouer à la carrière militaire, il sera néanmoins heureux de pouvoir mériter votre bienveillante protection, si jamais les circonstances le mettaient à même d'en profiter.

Veillez agréer, monsieur le comte, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

T. KOSCIUSZKO.

Le Comte de Ségur n'a pas manqué, dans la nouvelle édition de la « Décade Historique », de tenir compte de cette juste protestation (1). La légende néanmoins, habilement soutenue par les gardiens du tombeau politique de la Pologne, continue d'outrager toute une nation dans le souvenir d'un de ses plus grands citoyens.

V. G.

AU CHAMP D'HONNEUR

Michel Miedowicz, volontaire polonais, mineur originaire du Duché de Posen, fut tué le 23 janvier 1916 au Maroc en défendant son lieutenant.

NOS BRAVES

A l'heure de l'enrôlement des volontaires polonais, Miecislav Rodzynski fut le premier qui signa son engagement pour l'armée française. Porteur du certificat des volontaires polonais N° 1, le vaillant sokol polonais a réussi de confirmer le sens symbolique de son numéro par des actes de courage et de dévouement. Promu sergent, décoré de la Médaille militaire et de la Croix de guerre, il vient d'être cité pour la troisième fois à l'Ordre du jour de l'armée.

Sa citation fait honneur au premier volontaire polonais :

4^e Rég. de marche de zouaves. Citation à l'Ordre de l'Armée. Extrait de l'Ordre N° 30 du 1^{er} avril 1916. Rodzynski Miecislav Casimir, matricule 25.397, sergent à la 44^e Compagnie.

Gradé d'élite. Deux citations, une blessure. Volontaire pour un coup de main tenté le 15 mars 1916, sur un petit poste allemand, s'est fait remarquer pendant toute la durée de l'action par sa bravoure et son entrain. A été l'objet de l'admiration de tous en se mettant au « Garde à vous »

(1) Décade historique, IV^e édition, Paris, 1824, II vol., page 264.

sous un feu d'artillerie très violent, devant son officier qui lui transmettait un ordre.

François Karolewski, volontaire polonais, vient d'être cité à l'Ordre du jour :

« Le maître ouvrier Karolewski François, à la suite de l'explosion d'un fourneau ennemi, n'a pas hésité à descendre dans une galerie envahie par les gaz pour tenter le sauvetage de deux sapeurs. A pu ramener l'un d'eux tout près du puit et n'a cessé ses tentatives qu'à bout de force et à demi asphyxié, le 23 janvier 1916. »

Léon Kochański vient d'être décoré de la Médaille militaire, de la Croix de guerre avec palme et cité à l'Ordre du jour de l'armée :

Kochański (Léon), mⁿ 17992, soldat à la 6^e compagnie du 14^e rég. territorial d'infanterie : soldat consciencieux et dévoué. A été blessé grièvement au cours du combat du 9 octobre 1914, en accomplissant ses fonctions d'agent de liaison. Perte de l'œil droit.

Le « Grand Projet »
et la « Grande Guerre »

Il apparaît de plus en plus que la guerre actuelle a surtout pour objet l'indépendance des nationalités. Menacé par l'ambition sans limite des Empires du centre, le principe d'équilibre sur lequel cette indépendance repose, doit nécessairement sortir fortifié du conflit actuel pour que la paix, qui le terminera, soit durable.

Eminemment désintéressée et pratique, la politique basée sur l'indépendance des nationalités est œuvre de la France et de l'Angleterre. Parce que, au XIX^e siècle, nous la voyons pour la première fois appliquée et qualifiée, nous la considérons, en général, comme toute moderne. On en trouve, cependant, la première expression dans ce qu'on a appelé le Grand Projet de Henri IV. Chose curieuse! C'est, il y a plus de trois cents ans, pour empêcher la réalisation du rêve d'hégémonie de l'adversaire actuel, qu'il fut élaboré et présenté par Sully, dans ses *Economies Royales*.

En butte aux intrigues de la Maison d'Autriche, Henri IV avait senti, non moins vivement que François I^{er}, le danger de celle qu'il appelait son « irréconciliable ennemie ».

Son sens exact des réalités lui faisait voir, dans le tableau de l'Europe de son temps, l'anomalie d'un empire assez vaste pour s'ouvrir à la fois sur la mer du Nord, l'Atlantique, la Méditerranée et l'Adriatique. Il voulait donc diviser le domaine de la Maison d'Autriche et en ramener les parties à des proportions en rapport avec celle des autres Etats européens. Une fois l'Espagne et l'Autriche rendues à elles-mêmes (c'est-à-dire une fois brisées les deux branches de l'état qui menaçait la France), l'Italie et les Pays-Bas libérés du joug de Philippe II, les princes allemands maîtres de leur destinée, Henri IV projetait la création d'une République Chrétienne. Cette République, fondée sur la paix des religions et la paix politique perpétuelle, se serait composée de quinze Etats, dont six souverainetés héréditaires, six souverainetés électives et trois républiques.

La France, l'Angleterre, l'Espagne, le Danemark, la Suède, la Lombardie, composée des Etats du duc de Savoie, auxquels on joignait le Milanais, auraient constitué les six souverainetés héréditaires.

Les Etats du Pape, la Seigneurie de Venise,

l'Empire, la Pologne, la Hongrie, la Bohême les six souverainetés électives.

Quant aux trois républiques, elles auraient été « l'helvétique, la belge et l'italique ».

Comme on le voit, le dessein d'Henri IV excluait deux peuples de la République Chrétienne : les Turcs et les Moscovites ; les premiers parce que trop barbares et trop hostiles, les seconds parce que trop différents au point de vue religieux.

Quoiqu'on l'ait traité d'utopique (notamment Voltaire et Guizot) (1), le grand projet d'Henri IV avait donc pour mérite de vouloir affermir la puissance de quelques Etats, diminuer ou reconstruire celle de certains autres et chasser d'Europe ou, tout au moins, rendre sans danger les peuples non civilisés.

C'est sa volonté d'équilibre de puissance entre les Etats qui l'impose aujourd'hui à notre attention. Nous y retrouvons, par surcroît, plusieurs caractéristiques des accords internationaux actuels. Il repose, en grande partie, sur l'alliance anglaise. La plus illustre des souveraines britanniques, celle dont le règne est considéré comme le règne classique de l'Angleterre, la grande Elisabeth, était la confidente des intentions politiques de Henri IV. Quand elle mourut, il écrivit à Sully, en déplorant sa perte : « Elle était ennemie irréconciliable de nos irréconciliables ennemis et tant généreuse et judicieuse qu'elle m'était un second moi-même, en ce qui regardait la diminution de leur excessive puissance, contre laquelle nous faisons, elle et moi, de grands desseins. »

Outre l'alliance de l'Angleterre, Henri IV a besoin, pour l'accomplissement de son dessein, de l'indépendance des Provinces-Unies (Belgique et Hollande), de la libération de l'Italie. Pour qu'ils se soustraient à l'Autriche, il excite à se confédérer les princes allemands, les princes de ces pays dont la destinée a toujours été de servir quelque esprit de domination et de conquête. Il fonde, enfin, sur l'existence d'une Pologne puissante et sur l'exclusion des Turcs du continent européen, la garantie de cette paix perpétuelle dont il entrevoyait la possibilité.

Encore roi de Navarre, il avait vu à la Cour de France les délégués polonais. Par son cousin Henri de Valois, qui avait régné sur elle, tout de suite après les Jagellons, il connaissait les qualités de cette nation chevaleresque et savait qu'elle défendait, aux marches orientales de l'Europe, le plus noble idéal de la civilisation.

De la Baltique à la mer Noire, elle opposait aux invasions mongoles et tartares, venues de l'Ouest, à la poussée méridionale des Turcs, l'énergique résistance du génie chrétien. Au groupe, fruste encore et sans cesse en formation des peuples centraux, il lui fallait imposer en même temps sa discipline. Elle donne des rois à la Bohême et à la Hongrie et remplit, à l'est de l'Europe, un rôle analogue à celui de la France, à l'ouest.

A la veille de se réunir autour du tapis vert où se régleront les destinées de l'Europe future, nos diplomates ne pourraient qu'avec profit méditer le Grand Projet d'Henri IV. Il porte sur une Europe assez peu différente, en somme, dans son essence, de celle existant actuellement. Il a même le mérite, en fixant un rôle à la Pologne, de nous préciser ce qu'il faudrait qu'elle fût.

Et n'est-ce pas le plus grand éloge à faire des vues d'Henri IV, que de montrer que les difficultés qu'il envisageait attendent encore de nous leur solution ?

LUCE CHARPENTIER.

LIVRES NOUVEAUX

« Le Problème des Nationalités », par Th. Ruyssen, professeur à l'Université de Bordeaux, président de l'Association de la Paix par le droit. Cette intéressante étude vient de paraître dans le *Bulletin officiel de la Ligue des Droits de l'Homme*, cherchant à résoudre une des questions les plus vitales de la guerre actuelle. L'éminent professeur, avec impartialité et sagesse, explique le principe des nationalités et envisage son origine, son histoire, son état actuel et ses chances d'avenir. De nombreuses lignes sont consacrées à la Pologne et à la question polonaise. C'est avec regret que nous nous voyons

(1) L'intention d'Henri IV était, en outre, de subordonner les peuples, pour toutes les disputes internationales à un tribunal suprême composé de députés de chacun d'eux. C'est cette idée qui devait être reprise en 1856, au Congrès de Paris, et plus tard à La Haye. Ainsi se confirme quelle prescience de l'avenir entraînait dans la pensée du Grand Roi.

obligés de résister à la tentation de citer les passages qui nous concernent, mais nous engageons vivement nos lecteurs de lire l'étude du Prof. Ruyssen qui leur donnera une explication des problèmes dont ils sentent la portée sans pouvoir les approfondir.

“ PRO POLONIA ”

(Enquête de la Revue « POLONIA ».)

Notre revue, s'étant proposée d'interroger les personnalités les plus éminentes du monde politique, scientifique et littéraire français sur la question polonaise, adresse ses vifs remerciements à tous ceux qui ont bien voulu la favoriser d'une réponse.

Toutes les réponses sont rendues avec impartialité et sans aucun commentaire.

M. Emile Fleurent, ancien député, conseiller général des Vosges, professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers, vient de nous honorer de la réponse suivante :

« La cause que vous défendez, l'Histoire le montre, est de celles qu'on n'étouffe pas.

« Les causes qui portent en elles le droit violé renaissent de leurs cendres, sans cesse, jusqu'à ce qu'elles aient reçu la solution de justice que réclame la conscience universelle.

L'œil était dans la tombe et regardait Caïn.

« Il est facile, à certains moments, de déplacer les frontières géographiques. Plus récemment que pour la Pologne, le traité de Francfort nous l'a montré. La suite nous a prouvé aussi qu'il est plus difficile de déplacer les affections des habitants et qu'on ne conquiert pas les cœurs en même temps que les territoires. C'est faute de l'avoir compris que l'Allemagne, en annexant l'Alsace-Lorraine, a planté, au cœur de l'Europe occidentale, le germe de discorde qui nécessite aujourd'hui, pour être extirpé, des torrents de sang.

« Au Centre et à l'Orient, d'autres races, d'origine latine ou Slave, ont été, elles aussi et pendant des siècles, opprimées les unes par la Turquie, les autres par l'Autriche-Hongrie.

« D'un premier effort, et avec le concours des grandes nations qui luttent aujourd'hui pour la Liberté, elles se sont dégagées en partie du chaos où elles vivaient et les Etats qu'elles ont constitués affirment de plus en plus, au nom de la Civilisation, non seulement le droit de vivre indépendants, mais celui de grouper définitivement, dans leur sein, tous les éléments ethniques que la force seule maintient encore séparés.

« Et ainsi, par-dessus les Empires Centraux, l'Ouest et l'Est de l'Europe se donnent la main pour bâtir, sur la constitution des nationalités, seule efficace, l'équilibre de la paix européenne.

« En présence de ce spectacle, qui pourrait être surpris de voir surgir, à nouveau, la question polonaise ?

« Dans une affaire célèbre, M. Clémenceau, discutant l'autorité de la chose jugée, montrait au-dessus du prétoire le Christ en croix.

« C'est l'image de la Pologne, dont les enfants, encore séparés par la puissance des événements anciens, sont précipités les uns contre les autres, en même temps que Tout ce qui prouve la persistance de son âme nationale est devenu la proie et le jouet des Barbares.

« Existant par elle-même, la Pologne eut été une force pour la Russie, force matérielle et morale pour la lutte qu'elle soutient en commun avec la République française. Elle restera pour elle une faiblesse et son triomphe ne sera pas complet si, dans ce règlement général des comptes européens, le peuple polonais n'est pas rétabli dans des droits que l'humanité revendique, de plus en plus, comme imprescriptibles. »

LA POLOGNE depuis le Congrès de Vienne⁽¹⁾

(1815-1915)

par

STANISLAS KOZICKI

2

L'époque de la politique moderne de germanisation envers les Polonais commença au moment de l'avènement de Bismarck au gouvernement (24 septembre 1862) par sa nomination comme président des ministres et ministre des affaires étrangères par le nouveau roi Guillaume I^{er} (depuis 1861).

Bismarck possédait une vue stable sur la politique polonaise ; il suffit de lire ses discours d'alors et ses Mémoires (1), pour se convaincre qu'il tenait la question polonaise pour une des plus sérieuses de la politique allemande. Il estimait qu'il fallait faire tout ce qui était humainement possible pour détruire l'individualité polonaise à l'intérieur de l'Etat allemand ; quant à l'extérieur, il n'admettait pas qu'on soulevât jamais une question polonaise.

Ce qui témoigne de la suprême rigueur, avec laquelle il réalisait le second point de son programme, c'est, en même temps que sa politique franchement anti-polonaise à l'époque de l'insurrection de 1863 et 64, l'influence qu'il exerçait sur le gouvernement russe dans un esprit anti-polonais. Mais il fallut que Bismarck consacra la première période de son gouvernement à la plus grande œuvre de sa vie : la création d'une Allemagne unifiée.

Ses luttes avec la diète prussienne et ses efforts pour créer une puissante armée, puis la réalisation de son plan par la guerre avec l'Autriche d'abord, ensuite avec la France attirèrent toute son attention et toutes ses forces.

Pour s'occuper de la question polonaise il lui manquait tout bonnement du temps. Ce ne fut qu'après le traité de paix de Francfort, sanctionnant la formation de l'Allemagne unifiée, qu'il trouva le loisir de s'occuper du renforcement intérieur de l'Etat fraîchement constitué. Ici la question polonaise passe au premier plan.

La lutte avec les Polonais devient partie intégrale de la lutte avec l'Eglise catholique, lutte connue sous le nom de « Kulturkampf » (1872-1885). Bismarck prétend dans ses Mémoires, que la nécessité d'une lutte avec le polonisme le conduisit à entrer en lutte avec l'Eglise, sur laquelle les Polonais s'appuyaient. Quelques personnes supposent qu'il n'en fut rien, que l'inimitié contre l'Eglise catholique était une cause suffisante, — s'il en fut ainsi ou autrement peu importe. C'est par la lutte soi-disant culturelle que la politique d'extermination du gouvernement prussien vis-à-vis des Polonais fut inaugurée.

De fait les Polonais s'appuyaient sur l'Eglise catholique et trouvaient dans le parti allemand catholique (le centre) un allié naturel. L'abaissement de l'importance de la puissance du catholicisme en Allemagne devait affaiblir la force de résistance polonaise. La suppression du département catholique au ministère des cultes (8 juillet 1871) fut un désastre pour les Polonais, la persécution du clergé qui s'opposait aux ordonnances gouvernementales, atteignait la population polonaise.

Trois évêques en prison ou en exil, trente-cinq doyens emprisonnés, les séminaires ecclésiastiques fermés, les institutions de bienfaisance ecclésiastiques, les pensionnats, les ouvriers, les crèches catholiques fermés, quatre-vingt-dix-sept paroisses sans curés, 200.000 marks d'amendes à payer par le clergé, 170.000 marks portés au budget pour les

(1) Gedanken und Erinnerungen (Pensées et Mémoires).

nécessités de l'Eglise retenus par le gouvernement, tels furent les résultats de la lutte en 1879 constatés par Mgr Stablewski à la diète de Prusse.

Parallèlement à l'action contre l'Eglise, le gouvernement mit en action tous les facteurs possibles dans le but d'éliminer la langue polonaise de toutes les parties de la vie gouvernementale dans les pays polonais. En vertu du Statut du 11 mars 1872, l'Etat avait le droit exclusif de surveillance sur toutes les écoles publiques et privées, ce qui écartait la société des affaires scolaires. Les décrets du 16 novembre 1870, du 6 décembre 1872 et du 23 mai 1874 écartaient la langue polonaise comme langue d'enseignement dans les écoles secondaires. Le décret du 20 septembre 1872 introduisait la langue allemande dans les écoles primaires pour le peuple. Au cours des années 1872 à 1874 la germanisation complète de toutes les écoles dans les pays polonais de la partie annexée par la Prusse entra en action.

Le décret du 28 août 1876 rendit la langue allemande seule langue officielle de toutes les autorités et magistratures, de tous les employés et corps politiques de l'Etat aussi bien dans le service intérieur que dans celui de l'extérieur. Par décret du 17 mars 1874 la langue allemande fut introduite dans les livres d'état civil.

Au même moment on cessa d'admettre au service de l'Etat des fonctionnaires polonais. On commença aussi la germanisation systématique des noms des places, villes et villages.

L'entente avec la curie romaine fit cesser le « Kulturkampf », mais elle n'interrompit pas la lutte avec le polonisme. On sépara uniquement la question polonaise de la question catholique et l'on continua, avec un esprit de suite grandissant, l'œuvre de germanisation ; d'autant plus que le gouvernement se convainquit bientôt, que le peuple polonais non seulement ne se germanisait point, mais tout au contraire gagnait toujours plus en conscience nationale.

La constatation, faite pour la première fois, par le recensement de la population en 1880, que la population polonaise, depuis l'année 1870, s'accroissait plus vite que la population allemande, força le gouvernement à penser à de nouveaux moyens de lutte. Aussi dès cet instant nous le voyons entrer dans la voie d'une lutte économique avec l'élément polonais.

Pour enrayer le développement de la population polonaise, le gouvernement rend le 26 mai 1885 le fameux décret, qui ordonnait de chasser des limites de l'Etat allemand tous les Polonais sujets étrangers. Jusqu'à la fin de l'année on chassa plus de 30.000 personnes, entre autres beaucoup de vieux habitants du pays, en créant par cela même un désarroi général dans l'existence économique et en soulevant une indignation générale de toute la population polonaise.

Le 26 avril 1886, la diète de Prusse vota 100 millions de marks destinés au rachat de la terre des mains polonaises et à son parcellement entre les colons allemands. Elle vota au même moment le texte du statut d'une commission de colonisation, qui devait mener à bien cette œuvre, afin, comme le dit le texte du statut : « de rendre par la colonisation de paysans et ouvriers allemands dans les provinces de la Pologne et de la Prusse l'élément allemand plus résistant vis-à-vis des tendances polonaises ».

Pour renforcer l'action de l'école germanisante, le 6 mai 1886, on rendit une ordonnance spéciale, en vertu de laquelle les autorités eurent des droits allant très loin dans la faculté de forcer la population à envoyer ses enfants à l'école primaire ; on décida aussi de fonder toute une série d'écoles complémentaires, pour prolonger l'époque pendant laquelle les enfants étaient contraints de fréquenter l'école. Par le décret du 7 septembre 1887, on supprima complètement la langue polonaise comme objet d'enseignement dans les écoles

primaires du Duché, de la Prusse et de la Silésie.

L'archevêque de Gniezno, Dinder, un Allemand, ordonna, par la circulaire du 22 novembre 1887, l'enseignement exclusivement en allemand de la religion dans toutes les écoles secondaires. On désigna des fonds spéciaux pour subventionner des écoles primaires pour la population allemande.

Dans le but de stimuler le zèle des fonctionnaires et des instituteurs allemands on désigna des suppléments spéciaux en dehors des appointements des fonctionnaires résidant dans les pays polonais. Les autorités de l'administration de la magistrature et la police, encouragées et excitées par le gouvernement de la Prusse, exécutaient avec un zèle extrême toutes les dispositions dirigées contre les Polonais et ne manquaient pas de profiter de chaque occasion pour faire des chicanes à la population polonaise. Les peines, prisons et amendes abondèrent contre les rédacteurs des journaux et les citoyens.

Après la démission de Bismarck à l'époque du gouvernement du chancelier Caprivi (1890-1894), pour un moment la politique de germanisation fléchit. La démission de l'agent principal de cette politique et la menace de conflits avec la Russie déterminèrent l'empereur et le nouveau chancelier à un changement de position vis-à-vis des Polonais.

En récompense du vote du parti polonais pour les dépenses maritimes, vote à l'aide duquel le gouvernement trouva une majorité au Parlement, un léger adoucissement fut accordé et l'on relâcha la pression administrative ; on cessa d'éloigner du pays les Polonais sujets étrangers, on nomma archevêque de Gniezno, un Polonais, Mgr Florian Stablewski, on introduisit au programme des écoles primaires l'enseignement de la langue polonaise, on permit de recourir à des inspecteurs particuliers polonais pour l'Union des sociétés de crédit, on accorda des subventions sous la forme de crédit pour les institutions de parcellements polonaises dans le but de créer des biens fonciers en rente, etc.

Après ce court intermède, lorsque la situation internationale se fut éclaircie, on retourna en plein à l'ancien système pour n'en rien changer à aucun moment.

Comme puissance luttant avec les Polonais aux côtés du gouvernement s'affirme la société allemande. L'opinion publique se déclare franchement pour la politique de germanisation du gouvernement en 1894. Sur l'initiative de MM. Hannemann, Kennemann et Tiedemann, une société est fondée sous le nom de « Ostmarken Verein » (Société des marches orientales), qui se donne pour tâche la préparation de l'opinion dans le sens antipolonais. Elle se propose de collaborer avec le gouvernement dans l'œuvre de germanisation des « Marches » orientales. Cette société appelée généralement d'après les initiales des noms de ses instigateurs (H. K. T.) hakatiste, devient bientôt un facteur sérieux et parfois décisif dans la politique prussienne. En sont membres des politiciens de marque, des agents sociaux, des intellectuels. Le nouveau programme en cours se signale aux pays polonais d'abord dans les pratiques des autorités administratives. On recommence les persécutions de la presse et des sociétés, l'exclusion des Polonais de la formation des biens fonciers ou rente ; le budget antipolonais en 1897/98 s'élève jusqu'à 5 millions de marks, etc.

Pendant ce temps le programme du gouvernement sur le terrain de la politique de germanisation s'accroît toujours davantage.

Il ne restait plus rien à réaliser sous le rapport de la langue en fait de chicanes administratives. On constata cependant que la germanisation de la population polonaise n'avancait

Courage ! L'avenir est à la justice, c'est-à-dire à la Pologne, et à la lumière, c'est-à-dire à la France.

(VICTOR HUGO : Lettre à Antoine Grabiński, s. d.)

pas. Le gouvernement arriva à cette conclusion qu'en présence du progrès de l'instruction et de la conscience nationales on ne pouvait compter sur la possibilité de transformer les Polonais en Allemands, même en Allemands parlant le polonais. En présence d'un pareil fait, il fallait adopter des mesures ayant pour but la spoliation des terres polonaises, la limitation de l'accroissement de la population polonaise et l'abaissement de son niveau économique et culturel, et par cela même l'affaiblissement de son importance dans l'Etat.

La politique du gouvernement, dès l'année 1897, tend toujours plus clairement à mettre les Polonais en minorité dans les pays polonais, et en une minorité inférieure par sa culture, c'est-à-dire à former une population de prolétaires, qui cesserait de donner un caractère polonais aux marches orientales.

(A suivre.)

LA POLOGNE dans la poésie et dans la chanson françaises

FRÉDÉRIC POISSON

(1805-1861)

A la Pologne (1)

Amis, je bois à votre gloire,
Honneur à vos sanglants revers !
Puisse bientôt une victoire
Venger vos maux, briser vos fers.

Vos mains encor ressaisiront l'épée
Qui mettra fin à des malheurs si grands :
Tu seras reine, ô Pologne tombée !
Et sous tes coups périront les tyrans.

En quittant le toit de vos pères,
Par la terreur des rois trahis
Vous disiez : « Des destins prospères
« Luiront sur notre cher pays. »

Dieu bénira cette noble espérance ;
Viendra le jour que tous vos aigles blancs
Déploieront l'aile avec le coq de France,
Et sous nos coups périront les tyrans.

Ne rentrez pas dans la carrière
Pour la défense de vos droits,
Sans que la France, libre et fière,
Du trône ait fait tomber ces rois.

Lors, nous pourrons, loin d'un joug despotique,
Avec orgueil combattre dans vos rangs ;
Nous crions tous : Vive la République !
Et sous nos coups périront les tyrans.

REVUE DE LA PRESSE

(1) Extrait de *Poésies* par Frédéric Poisson. Paris, Poulet-Malassis, Libraire-Editeur, 97, rue Richelieu, 1862, un vol. n-12. Ces couplets furent chantés à Sens, devant une assemblée franco-polonaise, le 29 novembre 1833.

Aujourd'hui, 6 mai, à 8 h. 1/2 du soir aura lieu dans la salle des Sociétés Savantes, une réunion solennelle consacrée à l'anniversaire de la Constitution du 3 mai. Le programme contient, outre une conférence, de nombreuses productions artistiques polonaises.

— Mariage.

Le 25 avril, à l'Eglise paroissiale de Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône), fut célébré le mariage de M^{lle} Marie Paul Szpreglewska, fille de M. Jean Szpreglewski et de M^{me} Szpreglewska, avec M. le Dr Roger Nougaret, médecin aide-major au 52^e Régiment d'Infanterie.

— Encore une « comtesse » polonaise.

Parmi les chefs de la révolte de Dublin emprisonnés par les autorités anglaises, les derniers télégrammes nomment la comtesse Markiewicz, femme d'un comte polonais, artiste peintre. La comtesse, irlandaise d'origine et de naissance, prit une part active à l'organisation du corps des volontaires, où se recrutèrent les principaux éléments de la récente insurrection.

Nous considérons de notre devoir de constater qu'il n'y a pas et qu'il n'y a jamais eu en Pologne de famille Markiewicz portant la couronne comtale.

RÉPONSES DE LA RÉDACTION

M. R. Lebrun. — Le Grand-Duché de Varsovie n'a jamais existé, il y a eu seulement le Duché de Varsovie, éphémère bizarre créé à l'instar de Napoléon, à la paix de Tilsitt, en 1807, d'une petite partie de terre polonaise acquise par l'armée impériale sur la Prusse. Son nom fut inventé par l'Empereur lui-même, qui n'avait pas voulu froisser la Russie par le fantôme de la Pologne enterrée. Il eut même, à ce moment, une petite faiblesse pour les charmes de la reine de Prusse Louise qu'il a payés en rendant à la Prusse une partie de terre polonaise. En 1809, à l'heure de la campagne contre l'Autriche, la vaillante armée du Duché de Varsovie réussit à reconquérir une grande partie de la Pologne autrichienne dont un morceau seulement fut attaché au Duché à la paix de Schönbrunn. A la fin de 1812, le Duché de Varsovie, qui était plutôt un camp militaire de Napoléon, subit toutes les conséquences de la malheureuse retraite. En 1813, elle redevint la proie des flammes et la détresse de la guerre; en 1814, elle fut envahie par les trois copartageants de la Pologne. Le Duché de Varsovie vécut ainsi à peine six ans et sa formation ne correspondait ni aux conditions ethniques ni aux traditions historiques.

M^{me} Louise R. — Il y a une Bibliothèque polonaise à Paris et même une bibliothèque comme aucune autre nation n'en possède dans la capitale de la France. Créée par la Société historique polonaise, fondée par les émigrés de la Révolution de 1831, elle a aujourd'hui plus de cent mille volumes. C'est une source unique de l'histoire de la Pologne après son partage. Les émigrations polonaises ont amené dans la terre hospitalière de la Gaule, parmi les patriotes, beaucoup de savants, beaucoup d'écrivains, beaucoup d'hommes politiques et beaucoup de grands seigneurs qui ont contribué à faire revivre à l'étranger la pensée polonaise. A côté de la Bibliothèque existe un très intéressant musée de Adam Mickiewicz, créé par son fils. La salle de lecture est accessible à tous. Vous y trouverez les renseignements nécessaires. On peut étudier sur place. L'adresse de la Bibliothèque est 6, quai d'Orléans.

— En vente à l'Administration de « POLONIA » :

- 1) La Pologne; sa gloire, ses souffrances, ses évolutions, par Calixte de Wolski, 3 fr. 50; franco, 3 fr. 80.
- 2) Histoire complète de la Pologne, par C. F. Chevé, 2 vol. 4 fr.; franco, 4 fr. 50.
- 3) Histoire de la Pologne, de ses origines à 1900, par Henri Grappin, 2 fr. 50; franco, 2 fr. 80.
- 4) Album des Polonais dans l'Armée française, 1914-1916, 216 illustr. inédites, 4 fr.; franco, 4 fr. 30.
- 5) La Pologne Immortelle, éd. de la Revue L'Art et les Artistes, 154 illustr., 3 fr. 50; franco, 3 fr. 90.
- 6) Histoire de la Lithuanie et de la Ruthénie, jusqu'à leur union définitive avec la Pologne, par Joachim Lelewel, 10 fr.; franco, 10 fr. 40.
- 7) Les Allemands dans le Royaume de Pologne, par St. Gorski, 1 fr.; franco, 1 fr. 25.
- 8) La Pologne, par Georges Bienaimé, 1 fr.; franco, 1 fr. 25.
- 9) Allemands et Polonais, par le Dr V. Nicaise, préface de M. Welschinger, membre de l'Institut, 3 fr. 50; franco, 3 fr. 75.
- 10) L'Architecture Polonaise, par Gaston Lafal et Ladislas de Strzembosz, 48 illustr. dans le texte, 5 fr.; franco, 5 fr. 25.

ZIEMIE POLSKIE

W ubiegłym tygodniu, na froncie wschodnim, szereg ostrych starć pod Rygą, Dyneburgiem, Smorgoniami i Ołyką, bez poważniejszego dla walczących rezultatu.

— Nowy ustrój Rady m. Warszawy.

W magistracie warszawskim — jak donosi korespondent « Now. Kur. Litewskiego » — odbyło się zebranie wspólne członków Komitetu Obywatelskiego m. Warszawy z udziałem przedstawicieli 29 zaproszonych instytucji społecznych, zwołane z powodu zamierzonej reorganizacji Komitetu.

Po obszernej dyskusji, na wniosek p. S. Dziwulskiego uchwalono zasadę naczelną, która uważa « za konieczne, aby przyszła rada miejska powstała na zasadzie wyborów ».

Następnie, na wniosek prezydenta Zdzisława ks. Lubomirskiego, dokonano wyborów « komisji siedmiu », której zadaniem będzie ułożyć listy stowarzyszeń, mających brać udział w wyborach, ustalenie sposobu wyborów (pośrednich lub bezpośrednich), możliwe powiększenie liczby radnych.

Do komisji weszli p. p. Aleksander Bernatowicz (przedstawiciel robotników), Ludomir Grendyszyński (delegat Tow. literatów i dziennikarzy polskich), Tomasz Kociatkiewicz i dr. Henryk Raden (członkowie Komitetu Obywatelskiego), Stanisław Libicki (del. Tow. Kred. m. Warszawy), mec. Adolf Suligowski (del. Stow. właśc. nieruch. m. Warszawy) i inż. A. Weissblatt (delegat gminy żydowskiej).

Stanowisko swoje Komitet Obywatelski określił następującą formułą:

« Przedłużający się stan przejściowy, w którym znajduje się Warszawa i zwiększające się z dniem każdym trudności rozstrzygnięcia spraw, dotyczących milionowej ludności miejskiej, zniechęciły Komitet Obyw. m. Warszawy do rozwiązania sprawy, czy jest właściwe, aby organizacja dotychczasowa, utworzona w chwilach krytycznych dla akcji ratowniczej, niezbędnej wobec rozgrywających się wypadków w kraju, w dalszym ciągu stała u steru spraw społecznych miejskich i czy nie byłoby właściwe, aby już obecnie przejść do warunków normalniejszych przez powołanie Rady miejskiej miasta stołecznego Warszawy drogą wyborów ».

Komitet Obywatelski m. Warszawy uznawał zawsze konieczność, aby ster spraw miejskich znajdował się w ręku ludzi, powołanych z wyboru, i jeżeli podjął się sam tych czynności, to jedynie zmuszony nagłością wypadków dziejowych, uniemożliwiających dokonywanie wyborów z łona społeczeństwa.

Obecnie Komitet Obywatelski m. Warszawy, na posiedzeniu w dn. 9 marca, postanowił zwrócić się do władz okupacyjnych z oświadczeniem, iż sprawy zarządu miasta należałoby przekazać Radzie miejskiej, powołanej drogą publicznych wyborów.

— Deklaracja polska w Sejmie pruskim.

Dziś dopiero dochodzi nas tekst dokładny deklaracji postów Polaków w Sejmie pruskim, o której to deklaracji donosiliśmy przed kilku tygodniami, brzmi ona jak następuje:

« Mości Panowie! W imieniu Koła Polskiego oświadczam, co następuje:

Już przy zeszłorocznych obradach nad etatem złożyliśmy uroczysty protest przeciw temu, że pozycje etatowe, które celowo mają być użyte jako broń zaczepna przeciw narodowości polskiej, albo też faktycznie jako taka służą — mimo proklamowanego wewnętrznego pokoju (Burgfrieden) i nadal zostały w etat wstawione.

I w tym roku nie mógł rząd królewski na to się zdecydować, żeby owe pozycje skreślić z etatu, a nawet takie pozycje, które każdego czasu mogą być skreślone, ponieważ stały się zobowiązaniem państwo nie nakładają, jako to fundusz dyspozycyjny naczelnym prezesów ku popieraniu niemczyzny w naszych dzielnicach rodzimych.

W takim postępowaniu rządu królewskiego widzimy ciężkie naruszenie praw naszej ludności i obrazę jej uczuć.

Oświadczamy przeto, że, dopóki owe pozycje będą obciążały etat, nie możemy głosować za tymże i wskutek tego nie weźmiemy udziału w ogólnym głosowaniu ».

Powyzsza deklaracja zgłoszona została przez posła d-r Niegolewskiego.

BULLETIN

— La réorganisation du Conseil municipal de Varsovie.

A la veille de l'évacuation de la capitale de la Pologne par les autorités russes, l'administration municipale fut confiée à un Comité civique de secours. Ce Comité, toléré par les pouvoirs militaires allemands, s'est transformé en Conseil Municipal, le prince Lubomirski en tête. Mais comme cet état de choses se prolonge au détriment des tendances des membres de ce Conseil provisoire, le Comité civique de Varsovie, à sa séance, à laquelle participaient les représentants de toutes les institutions polonaises de la ville, a émis le vœu de faire organiser des élections afin que le Conseil Municipal puisse devenir une représentation effective de tous les habitants de la capitale.

— Conférences et réunions.

Hier, vendredi, eut lieu à la Société des Ingénieurs civils de France une très intéressante communication de M. Sosnowski, ingénieur un des membres les plus éminents de la Colonie polonaise de Paris, sur les renseignements recueillis par lui aux cours d'un récent voyage aux Etats-Unis sur les applications et les tendances nouvelles dans le domaine de la mécanique et de l'électricité. Cette communication fut accompagnée d'une série de projections explicatives.

Hier, également, eut lieu, à la salle de la Mairie du V^e arrondissement, sous la présidence de M. Charles Richet de l'Académie des sciences, la conférence de notre vaillant confrère, M. Georges Bienaimé, sur la résistance polonaise à la germanisation.

Cette conférence, chaleureusement accueillie par une nombreuse assistance, fut suivie des chants de l'excellente artiste, M^{me} Amadei-Cwiklinska, et d'une déclamation de M^{lle} Halka-Hulewicz, du Conservatoire de Paris.

— Porachunki niemieckie.

W ostatnim czasie władze niemieckie ścigają w niestęchanie ostry i bezwzględny sposób wszystkich, którzy posiadają ukrytą broń i podejrzani są o rabunki. W różnych miejscowościach sądy polowe skazały na śmierć przez powieszenie kilku robotników i chłopów za przechowywanie broni i używanie jej przy napadach, bez względu na to, czy kogo zabili lub nie. Tak np. w Częstochowie rozstrzelano robotników W. Sikorę, W. Naporę i J. Jeziorskiego; w Kutnie Stanisława Skonieckiego z Rembowa, Pawła Smigirowa z Małych Kos i W. Makarowa.

— Pomoc duńska dla Polski. Według prasy kopenhaskiej, duński komitet pomocy dla Polski rozporządza obecnie sumą przeszło 34.000 koron. Pieniądze te przesłane zostaną do głównego komitetu w Vevey, lecz zakupi się za nie duńskich produktów rolniczych. Rządy niemiecki i austriacki dały już gwarancję, że przesyłka dojdzie na miejsce przeznaczenia. W tych dniach ma dojść 10 wagonów maki pszennej i mleka kondensowanego. Jeden z członków komitetu duńskiego odbierze przesyłkę w Polsce osobiście.

— Wiecz. Wremia podaje ciekawą wiadomość o otwarciu przez Niemców w Kownie i Warszawie łóż masonskich. Niemcy rozwinęli ożywiającą agitację wśród Polaków, w celu wciągnięcia ich do tych łóż masonskich. Propaganda ta jednak nie miała powodzenia. Duchowieństwo katolickie wystąpiło energicznie w kazaniach przeciwko propagandzie masonskiej, zaś arcybiskup Kakowski udał się do gubernatora i, w dłuższej rozmowie, starał się go skłonić, by powściągnął agitację masonską. Cała ta sprawa ogromnie zaostriżyła stosunki pomiędzy arcybiskupem a władzami niemieckimi.

— Ukraińcy przeciwko biskupowi Chomyszynowi. Znanym rozporządzeniem bisk. Chomyszyna, co do wprowadzenia kalendarza st. st. zajmował się na specjalnej naradzie ruski Komitet Narodny. « Dilo » donosi, że sprawę wprowadzenia kalendarza gregoriańskiego omawiano na trzech posiedzeniach komitetu w dniach 4, 11 i 12 b. m. i uchwalono wysłać do rządu memoriał z wyjaśnieniem ze stanowiska narodowo-politycznego i ze stanowiska cerkiewnego sprawy zmiany kalendarza i z prośbą, by rząd wstrzymał wprowadzenie w życie tej zmiany, przynajmniej do czasu, kiedy powróci ks. metropolita Szeptycki i nastąpią normalne czasy.

Ponadto, omawiano na powyższych posiedzeniach Narodnego Komitetu, sprawę « przeciągania greko-katolików na obrządek łaciński » i sprawę « samowolnego polszczenia naszych narodowych szkół » i postanowiono obie te sprawy podać do wiadomości rządu z domaganiem się, aby przedewszystkiem « w narodowym szkolnictwie położono koniec polszczeniu naszych szkół i naszej szkolnej działalności ».

W notatce kronikarskiej donosi « Dilo », że, na ostatnim posiedzeniu zarządu Instytutu Stauropigialnego we Lwowie, omawiano sprawę zmiany kalendarza w diecezji stanisławowskiej. Jednogłośnie uchwalono oświadczyć się przeciw zmianie kalendarza i zwołać w tej sprawie ogólne zgromadzenie członków Stauropigji.

— Przypływy i odpływy polityczne — Polskie Królestwa.

Korespondent N. Wremia z Bukaresztu podaje treść broszury, wydanej niedawno przez socjalistę galicyjskiego, pośła Moraczewskiego.

W broszurze tej autor wyznaje, że orientacja austriacko-niemiecka panuje dotąd tylko w Galicji, gdzie wszystkie partie (prócz części de mokratyczno narodowej) przyłączyły się do N. K. N.

W Królestwie Polskiem, do N. K. N. przyłączył się komitet « partii niepodległościowych », zorganizowany w czerwcu r. 1915, w którym połączyła się część socjalistów (P. P. S.) i niektóre bliskie im żywioły.

Orientacji rusofilskiej jest zwolenniczką cała prawie bez wyjątku Wielko-Polska, część partii « wszechpolskiej » w Galicji, zaś w Królestwie Polskiem — część socjalistów, która jak mówi Moraczewski, « głosząc na papierze wojnę, ukrywa poza tem hasłem swoją sympatię do Rosji », grupa centralna, która składa się z różnych żywiołów demokratycznych i postępowych, wreszcie — grupa prawicy, która składa się z demokratów narodowych i konserwatystów. Korespondent « Now. Wremia », jak to już podawaliśmy, w zawarcie kompromisu pomiędzy N. K. N. a Kołem Polskiem w Wiedniu widzi jedynie środek taktyczny, mający na celu oddziaływanie na opinię publiczną w Królestwie.

OPINIE POLSKIE

MILCZENIE WARSZAWY

O życiu politycznym Królestwa — pisze « Kurjer Poznański » — orjentować się możemy tylko niejasno na podstawie przygodnych, ułamkowych najczęściej informacji osobistych lub z artykułów gazet Królestwa i Galicji, które, z natury rzeczy, w dzisiejszych warunkach, również pełnego obrazu dać nie mogą. Wiemy, że rozbięcie polityczne w społeczeństwie Królestwa jest wielkie, że mnóstwo partii, grup i drobnych koterji osobistych rywalizuje ze sobą że nawet politycy, oddawna działający na miejscu, nie mogą się odnaleźć w tej gmatwaninie najróżniejszych obozów, kierunków, zjednoczeń i innych mniej czy więcej zorganizowanych nowotworów politycznych. Jest to zjawisko ubolewania godne, które jednak — jak nam się zdaje — tłumaczyć należy sobie nie tyle rozbieżnością zasadniczych myśli politycznych, jak raczej techniczno-organizacyjną działalnością społeczeństwa. Jest ono pozostałością ograniczenia swobody politycznej z czasów dawniejszych, a wybiciu się jej w dobie obecnej stanęły na przeszkodzie nienormalne warunki stanu wojennego.

Ze ogólna postawa miarodajnych kół politycznych w Królestwie odpowiada dotąd trudnemu zadaniu chwili, że odznaczała się i odznacza dotychczas zarówno trzeźwym realizmem jak godnością narodową, to podkreślaliśmy niejednokrotnie. Nieraz też mieliśmy sposobność wskazywania na próby i zakusy, czynione ze strony galicyjskiego N. K. N., celem wciągnięcia Królestwa w orbitę swych wpływów politycznych. Usiłowania te nie dały wielkich rezultatów.

Nie więc dziwnego, że to « milczenie Warszawy » budzi w kołach politycznych krakowskich coraz większe niezadowolenie. Przed kilku dniami, zamieścił główny szermierz publicystyczny N. K. N., p. Konstanty Srokowski, w « Nowej Reformie » artykuł, w którym żywy bardzo daje wyraz zawiedzionym swym nadziejom z powodu milczenia Warszawy. Pan Srokowski przypomina odezwę N. K. N., wydaną po zajęciu Warszawy, w której powiedziano :

« Wydaje się nam koniecznem, aby uwolnione z pod panowania rosyjskiego ziemie polskie doprowadziły między sobą do skupień organizacyjnych, któreby, przez wybrane do tego komisyje, porozumiały się z N. K. N. dla utworzenia jednej organizacji dla całego narodu. Królestwu przypadnie najważniejsza rola. Uznajemy to i z naprężeniem oczekujemy chwili, gdy się wypowie, gdy akcję ujmie w swe ręce i z Warszawą, sercem Polski, na czele poprowadzi naród. »

Warszawa na ten apel nie dała odpowiedzi stwierdza p. Srokowski i pisze dalej :

« Od czasu oswobodzenia Warszawy z pod panowania rosyjskiego upłynęło jednak już z górą osiem miesięcy, a owo przez N. K. N. z « naprężeniem » oczekiwane wypowiedzenie się serca Polski — Warszawy, dotąd w żadnej formie nie nastąpiło. Warszawa przedstawia nadal obraz politycznego rozbitcia, w którym, w porównaniu ze stanem, istniejącym w tym względzie natychmiast po ustąpieniu Rosjan, nikt tylko i bardzo powolne zmiany na lepsze zauważyć się dadzą. Warszawa nie tylko nie wypowiedziała się dotąd, ale nawet postępy, poczynione przez nią w kierunku « konsolidowania stronnictw, chociażby najważniejszych tylko, są dotąd, niestety, zbyt małe, aby na nich można było opierać jakiegokolwiek pozytywne nadzieje. »

Pan Srokowski jest o tyle łaskawy, że nie żąda, aby Warszawa przyłączyła się wprost do akcji galicyjskiej N. K. N. « Nie chodzi tu o to — pisze — żeby Warszawa opowiedziała się za programem N. K. N. od razu i bez zastrzeżeń. Chodzi jednak o to, aby ta Warszawa wypowiedziała się wogóle, formułując swoje pojęcie najwyższych polskich interesów narodowych na gruncie istniejących obecnie warunków. Milczenie nie zawsze jest złotem. W pewnych okolicznościach milczenie mówi bardzo wiele, o wiele bardziej złego i niebezpiecznego, niż mogłoby w sobie zawrzeć najmniej zadawałające, najmniej dojrzałe i wytrawne oświadczenie; istnieją zaś bardzo poważne powody do sądzenia, że to ośmiomiesięczne milczenie Warszawy okaże się bardzo małożłotem... Szkody, które z niego wynikają, już dzisiaj są widoczne. Oby w okresie kończenia się wojny i porządkowania jej plonów nie stały się jeszcze widoczniejsze. »

Nie czujemy się powołani do dawania rad Kró-

lestwu, jak ma zareagować na wezwanie p. Srokowskiego. Bądź jak bądź jednak twierdzenie że « najmniej dojrzałe i wytrawne oświadczenie » jest w « pewnych okolicznościach » lepsze niż milczenie, wydaje się nam tak potworne, z punktu widzenia elementarnej logiki politycznej, że wolimy przypuszczać, że p. Srokowski tylko w zbytnim zapale argumentacji zagalopował się aż do wypowiedzenia takiego absurdu. My się trzymamy starej zasady zdrowego rozumu, że jeżeli nie można powiedzieć czegoś, co by, pod każdym względem, wytrzymało krytykę polityczną, to — lepiej milczeć. Uprawianie w polityce sztuki dla sztuki, wydawanie enuncjacji dlatego tylko, żeby zadość uczynić wewnętrznym uczuciom, nie wydaje się nam ani pożyteczne ani potrzebne.

Powtarzamy, że nie chcemy naśladować p. Srokowskiego i udzielać rad Królestwu — czy to za, czy przeciw enuncjacjom — to wszakże pewne, że recepta publicysty z « Nowej Reformy » nikomu na zdrowie wyjść nie może.

— Represje austriackie.

« Sprawa Polska » zamieszcza następujące informacje, rzucające światło na stosunki austriacko-polskie w Galicji :

« Oddawna nadchodziły wiadomości o represjach, stosowanych przez władze austriackie w Galicji, tej części kraju, która była okupowana przez Rosjan, a także i tej części ludności polskiej, która, wobec poduszczeń N. K. N., umiała zachować niezależność myśli. Zwolna poczynają nadchodzić szczegóły, ilustrujące panujące tam stosunki. Mamy możność podzielenia się znowu kilku nieznanymi szczegółami. »

« Nie mogę dać dokładnego obrazu stosunków — pisano z kraju — gdyż na to trzeba tomy pisać, w każdym razie miło u nas nie jest. Ciągłe jak na węglach. Wiecie, jak wielu « przyjaciół » mamy i jak z takiej chwili umiemy bezwzględnie korzystać. Pięciu moich towarzyszy pracy siedziało lub siedzi bez żadnej winy i bez żadnych jej dowodów. »

« Z nadeszłych informacji widać, że :

« Naczelnicy administracji miejskiej, którzy, po ustąpieniu wojsk austriackich i po ucieczce wraz z nimi burmistrzów i asesorów miejskich, obejmowali ster spraw gminnych i sprawowali go podczas okupacji rosyjskiej, a tem samem mieli styczność z rosyjskimi władzami wojskowymi i cywilnymi, narażeni byli na przykrości, dochodzenia, śledztwa, a nieraz nawet na aresztowania i osadzenie na pewien czas w więzieniu lub twierdzy przemyskiej. »

« Władze austriackie używają w Galicji i okupowanym Królestwie Polskiem zgola innych metod, aniżeli Niemcy. O ile ci ostatni ewentualne wyroki śmierci ogłaszają publicznie i starają się je rozreklamować afiszami, o tyle Austriacy załatwiają się poufnie i potajemnie regulując swe stosunki. Z trudem dochodzą wiadomości o ich postępowaniu z poszczególnymi jednostkami. »

« Z pośród posłów, którzy represjom ulegli, dwaj są internowani : poseł Tadeusz Cieński, zasłużony prezes Rady Narodowej, przebywa w Baden, a dr. Stanisław Stroński w Mürzsehlage, w Istrii. Poseł Jan Zamorski, redaktor i wydawca *Gazety Polskiej* w Krakowie, zawieszony przez rząd zaraz po ogłoszeniu mobilizacji, był przez rok więziony w Morawskiej Ostrawie, a gdy śledztwo nie dało przeciwko niemu dowodów winy, został — chory na nogi, zreumatyzowany — wzięty do wojska i dzisiaj przebywa na froncie. »

« Wydawnictwo *Słowa Polskiego*, które zajęło zdecydowane stanowisko i popierało politykę warszawskiego Komitetu Narodowego, zostało, po wkroczeniu wojsk austriackich, przez władze zawieszone. Starania jednego z akcjonariuszy, Wacława Wolskiego, o pozwolenie wznowienia wydawnictwa żadnego skutku nie odniosły. Wolski wraz z Związkiem producentów naftowych przeniósł się do Wiednia, a rząd nałożył sekwestr na majątek spółki wydawniczej. Bogata drukarnia została zaskewestrowana i obecnie została użyta na cele rządowe. Współpracownicy pisma podlegli dochodzeniom śledczym. »

« Z innych wydarzeń należy wspomnieć o śledztwie, wytoczonym sprawującemu obowiązki dyrektora Banku Przemysłowego podczas okupacji, p. Kazimierzowi Chodorowskiemu, którego miejsce zajął obecnie dr. Wacław Karłowicki z Krakowa. Warto też zanotować, iż, jedynie dzięki wpływowi, d-ra Ludwika Rydygiera, syn jego, również lekarz, stojący na czele jednego z szpitali, otrzymał tylko rok więzienia. »

ś. + p.

MICHAŁ MIĘDOWICZ

Legionista, poległ w Marokku w potyczce, broniąc swego porucznika, w dniu 23 stycznia 1916 roku.

ś. p. Michał Międowicz był rodem z Księstwa Poznańskiego, żołnierz odważny, kochany przez towarzyszy broni, zginął od kuli wrażej, która przeszła mu serce na wylot.

Cześć Jego pamięci!

DO PRZYJACIÓŁ I CZYTELNIKÓW "POLONII"

Do wszystkich Przyjaciół i Czytelników «Polonii» zwracamy się z następującym przedstawieniem.

Ankieta, zorganizowana przez nas wśród przedstawicieli społeczeństwa francuskiego w kwestii polskiej, dobiega do końca. Jeszcze kilka późniejszych odpowiedzi, i plan bogaty, obfity plan jest zebrany...

Ankieta nasza zdobyła sobie olbrzymi rozgłos i uznanie, ileż, w szeregu poczynionych w tym kierunku usiłowań, jest to jedyna Ankieta przedmiotowa, wolna od sentymentalnych deklamacji, sięgająca do rdzenia naszej sprawy, nie inspirowana przez nas, lecz przedstawiająca bestronnie opinie wszystkich obozów.

W normalnych warunkach wydawniczych, «Polonia» stać byłoby na odwagę pójścia przebojem, przekonania znów nieufnych, że każda dobra rzecz dobrym niesie rezultat. Wydawnictwo Ankiety przecież ma swe nieodłączne i bardzo ciężkie warunki. Trzeba rozesłać bezpłatnie około 1.200 egzemplarzy i trzeba zgóry wyrzucić wszelkie możliwości pokrycia kosztów druku i sprzedawanego dzisiaj, na wagę cynamonu, papieru...

Wobec tego, szczerze i otwarcie, w obliczu doniosłości sprawy, zwracamy się o pomoc do wszystkich naszych Przyjaciół i Czytelników «Polonii», aby się przyczynili do wydania Ankiety.

Jest to tajemnicą chochlika, że większość wydawnictw, które się ukazują w sprawie polskiej we Francji i nie we Francji, pochodzi z darów i ofiar dobrowolnych. Jest więc to sposób aż nadto znany, — nieznanym zaś, tym razem, jest to, że, wzywając Przyjaciół i Czytelników «Polonii» do składek na wydanie Ankiety, — zgóry gwarantujemy im jawność rachunków, ścisłość rachunków i, z naszej strony, rzekamy się zysku, ofiarując cały dochód z Ankiety na rzecz Rannych Żołnierzy-Polaków w armii francuskiej...

Na wydanie Ankiety potrzeba dokładnie 2.000 franków, dwa tysiące! Summa ta pokryje koszt 1.200 egzemplarzy, które należy rozesłać bezpłatnie, i summa ta zapewni niewątpliwie dochód czysty, zdolny zasilić fundusze rannych Polaków.

Każdy ofiarodawca będzie miał prawo, za każde 10 franków złożone, do bezpłatnego egzemplarza Ankiety; kto złoży 100 fr. ten otrzyma 10 egzemplarzy i. t. d. Niezależnie od najszybszego prowadzenia listy składek i obrachunków na szpaltach «Polonii», lista ofiarodawców, dzięki którym Ankieta będzie wydana, zamieszczona będzie w książce, nie dla pochwleństwa, lecz na pamiątkę czynu zbiorowego polskiej społeczności i politycznej doniosłości.

— Polski Sąd apelacyjny w Warszawie.

W Warszawie otwarto sąd apelacyjny. Jest to druga i ostateczna instancja dla sądów gminnych i sądów pokoju w 1-ym okręgu sądowym stołecznego miasta Warszawy. Instancja ta ma sędziów polskich i wydaje wyroki w języku polskim. Mieści się w pałacu Pacy.

Przewodniczącym sądu jest p. Ludwik Marczewski, asystentami pp.: Wacław Peplowski i Antoni Neyman. Na pierwszym posiedzeniu, zabrał głos przewodniczący i wypowiedział następującą przemowę:

«Ogłaszam jako otwarty polski wydział apelacyjny przy sądzie Okręgowym warszawskim. Zadaniem tego wydziału jest sądenie w drugiej i ostatniej instancji spraw apelacyjnych od wyroku sądów pokoju (gminnych okręgu) miasta stołecznego Warszawy.

Wobec powiększenia kompetencji sądenia w ostatniej instancji, nakłada się na sąd apelacyjny wielka odpowiedzialność. Z drugiej strony, z powodu obowiązku stosowania praw dawnych i nowych, sąd zdaje sobie sprawę z wielkich trudności, jakie go czekają, lecz jest głęboko przekonany, że gdy prawnicy polscy swoją wiedzę i doświadczeniem pomogą sądowi w wypełnieniu najszczytniejszego zadania wymiaru sprawiedliwości, wszystkie trudności zostaną usunięte».

W pierwszym dniu rozpraw znajdowało się na wokandzie 14 spraw. Na posiedzeniu, trwającym od dziesiątej zrana do piątej po południu, osądzono z nich jedenastę.

Sekwestry niemieckie

Korespondent «Gazety Polskiej» donosi z Kopenhagi:

«Przeglądając organ urzędowy general-gubernatora, von Beselera, «Deutsche Warschauer Zeitung», napotyka się, niemal w każdym numerze, jakieś rozporządzenie, zapowiadające sekwestry, nakazujące odstawianie przedmiotów do rozmaitych biur i grożące karami pieniężnymi i więzieniami oraz konfiskatami za niewykonanie rozkazu.

«Oto niektóre przykłady:

«Namocy rozporządzenia general-gubernatora, v. Beselera, zostaje zasekwestrowane, w okupacji niemieckiej Królestwa Polskiego, wszystko drzewo, zarówno nie obrobione, jak obrobione, krajowego i zagranicznego pochodzenia, znajdujące się na składach w ilości ponad 300 metrów kubicznych. Właściciele tych zapasów mają złożyć o nich deklaracje do rządowego wydziału surowców wojennych w Warszawie i nie wolno im posiadanego drzewa sprzedawać pod karą do lat 5 więzienia i 10 tys. marek grzywny.

«Albo inne rozporządzenie:

«Nie wolno sprzedawać, przerabiać w fabrykach, ani przenosić ze składu obecnego do innych miejsce surowców, półgotowych i gotowych tkanin, sporządzonych z wełny, wełny sztucznej, bawełny, bawełny sztucznej, lnu lub z jakiegokolwiek mieszaniny tych materiałów, czy też innych materiałów zastępczych, nadających się do ubiorów męskich i kobiecych wierzchnich i spodnich lub materiałów podszewkowych, bez względu na wagę, szerokość i kolor; kołder lub materiałów, nadających się do nich wszelkiego rodzaju, wielkości koloru i szerokości, surowców blichowanych i kolorowych jak i w desenie, tudzież materiałów pościelowych. Dalej materiałów płachtowych i markizowych, płócien zagłowych, bez względu na wagę, szerokość i kolor, również materiałów na worki do piasku; koszul, kaletonów, skarpetek, pończoch, wyrobów trykotowych, kamizelek z rękawami, kurt, ogrzewaczy kolan, ochraniaczy głowy, pasów brzusznych, rękawiczek, szalów, rękawików, namiotów, płacht do wozów, prześcieradeł, pokrowców, worków do piasku, worków podróżnych.

«Przekroczenia karane będą grzywną do 10.000 marek lub więzieniem do pięciu lat.

«W dniu 1 kwietnia, upłynął też termin dobrowolnego oddania wanień, kotłów i t. p. przedmiotów domowego użytku. Po upływie terminu tego, przedmioty wywłaszczone będą konfiskowane bez wynagrodzenia.

«Za Niemcami kroczą sumiennie Austriacy. Jakoż wojskowy general-gubernator okupacji austriackiej w Lublinie zarządził zajęcie wszystkich zapasów wełny na całym terenie okupowanym przez armję austriacką. Sprzedaż prywatna tych zapasów jest obecnie surowo zakazana. Wykupnem zajętej wełny zajmą się upoważnieni pośrednicy. Dla obrotu dąbrowskiego pośrednictwo to objął Maks Eckstein. Należności do 500 koron będą wypłacane gotówką, na większe sumy będą wydawane kwity, które będą wykupywały kasy wydawnictw obywatelskich.

«Z rozporządzeń tych widzimy, że w Niemczech i Austrii, w niedalekiej przyszłości, zacznie brakować wszelkiego rodzaju tkanin.

«W związku z sekwestrowaniem różnych przedmiotów zostaje oczywiście bezrobocie i wywożenie robotników do Niemiec. Według pism warszawskich, po półrocznej agitacji niemieckiego biura werbowniczego przy prezydium policji, w Warszawie, w pierwszym półroczu trwania okupacji niemieckiej, wyjechało 17.809 robotników, z tej liczby do Niemiec 10.472 przeważnie fachowych robotników. Reszta wyjechała do miejscowości poza Warszawą...»

NEKROLOGJA

† W dniu 29 marca r.b., zmarł, w Moskwie, znany kupiec i przemysłowiec miasta Warszawy, ś. p. Józef Tomasz Lilpop.

† W Krakowie, zmarł dr. Alfred Zgórski, dyrektor Galicyjskiego Banku krajowego w czasie od 1883-1913 roku, członek Izby Panów a ostatnio kierownik biura prezydjalnego galicyjskiego N. K. N.

◀ Nowe wydawnictwa.

La Question Polono-Juive d'après un Juif Polonais pod tym tytułem wyszła w Paryżu, w przekładzie na język francuski, znana broszura Bernarda Lauera, wydrukowana przed kilku miesiącami w języku niemieckim i na ziemi niemieckiej.

Literat Maciej Wierzbński wydał, w Poznaniu, książkę o Ludwiku Mierosławskim. Monografia maluje nam go w świetle ujemnem. Jest on, podług Wierzbńskiego «krzyżującą parodią spiskowca i powstańca, karierowiczem politycznym i kabołtynem w największym stylu».

Zapalczywość, niekarność słynnego generała żadnych nie przedstawia wątpliwości, Wierzbński przecież poszedł nieco za daleko w swej dosadnej charakterystyce; praca jego czyni wrażenie, jakby napisana była w zgóry powziętej intencji. A przecież jeżeli wielkie były błędy Mierosławskiego nie mniej wielkie były jego zalety i to zalety, których może nie wyczuć i nie rozumieć cudzoziemiec tylko i cudzoziemiec nie znający bólu i szamotania się duszy polskiej.

Książka Wierzbńskiego wydana została przez księgarnię św. Wojciecha w Poznaniu.

«Elementarz Jagielloński» wyszedł nakładem; zasłużonej dobrze społeczeństwu polskiemu, księgarni Idzikowskiego w Kijowie. Wydawnictwo staranne, układ elementarza bardzo przystępny i pomyślnie rozwiązany a doniosłość tej małej książki niezmierzona, bo mnóstwo działy polskiej w cesarstwie odgrodziły bagnetą od elementarzy polskich i od tych przejętych jagiellońskim duchem.

KRONIKA PARYSKA

◀ Z Misji polskiej.

Zapowiedziane na jutro, niedzielę, dnia 7 maja, nabożeństwo w Kościele Polskim zostało, w ostatniej chwili, odłożone na przyszłą niedzielę, dnia 14 maja, godzin 10 i pół rano, — a to z uwagi na żądanie parafji św. Magdaleny, która, w dniu jutrzejszym, użytkować będzie z Kościoła Wniebowzięcia.

◀ Pro domo sua.

Przepraszamy naszych Czytelników za bardzo lichą korektę numeru ostatniego, lecz wynikała ona z powodu rozbicia się naszej maszyny do pisania, co wywołało przymus niemal że rysowania części rękopisu polskiego; i ten sposób przecież nie pozwolił składaczom Francuzom wybrnąć z labiryntu ogonków, kropek i kresek.

◀ Wiadomości Żołnierskie.

Porucznik 5 pułku dragonów, Orsetti, ostatnio w służbie awjacyjnej, powrócił na służbę do swego pułku.

Kapitan Brzumiński, 22 pułku artylerji, został zaliczony do sztabu armji.

Podporucznik 2 pułku piechoty kolonjalnej, Andrzejewski, został przeniesiony do zakładu pułku.

Adjutant artylerji, Wolontariusz, Markus, został mianowany podporucznikiem artylerji w tymże 101 pułku artylerji.

Adamowicz, podporucznik w 1 pułku piechoty, przeniesiony został do 1 pułku legji.

Andrzej Wodziński, ze 130 pułku piechoty mianowany został kandydatem na oficera (aspirant).

Władysław Loewenhardt, ze 117 pułku piechoty, syn znakomitego patrioty, został mianowany kandydatem na oficera (aspirant).

Jan Reszke, maréchal de logis 14 pułku kirasjerów, bawił na kilkodniowym urlopie w Paryżu. Atanazy Zawada, górnik, który pracował przed wybuchem wojny w Bully-Montigny, sokół, Wolontariusz polski, ostatnio w 4 pułku Żuawów, został, z powodu słabości zdrowia, zreformowany.

Jan Rozen, Wolontariusz polski, maréchal de logis, tłumacz przy brygadzie piechoty angielskiej, przebywa na kilkodniowym urlopie w Paryżu.

◊ Dzisiejszy obchód Konstytucji 3 maja.

Na dzisiejszym obchodzie Konstytucji 3 maja, przemawiać będzie p. Georges Bienaimé, w części koncertowej wystąpią, między innymi, pp.: Amadei-Ćwiklińska, Halka Hulewiczówna i Lubelski.

Program niezmiernie obfity obchodu ściąganie niewątpliwie tłumy. Pozostałe bilety do nabycia przy wejściu.

◊ Zebranie.

W niedzielę, dnia 7 maja, w sali Colarossi, o godzinie 2 i pół po południu, odbędzie się zebranie miesięczne Stowarzyszenia podatkowego Pracującej Kolonii, na zebraniu tem, w słowie wstępem, przemówi p. Wolski o Konstytucji 3 maja.

◊ Sadzenie kwiatka.

Wydział Sokół paryskiego Opieki nad dziećmi zawiadamia, że, we czwartek, dnia 11 maja, o godzinie 2 pp., w lokalu Tow. Artystów, 164, boulevard Montparnasse, odbędzie się sadzenie « kwiatka wolności polskiej ». Każde, obecne na zebraniu, dziecko otrzyma kwiatek, opatrzony jego imieniem i nazwiskiem; kwiatek ten będzie zasadzony w ogródku, gdzie działwa, co czwartek, zbierać się będzie i kwiatków swych doglądać.

Aby wiedzieć, ile dokładnie kwiatków należy przygotować, Wydział uprasza rodziców o przesłanie zapisów ich dzieci pocztą, pod adresem p. A. Szawkliś, 15, rue de l'Arc-de-Triomphe, Paris, najdalej do środy, dnia 10 maja.

◊ Osobiste.

Roman Dmowski, prezes Komitetu wykonawczego Centralnego Komitetu Narodowego, po kilkutygodniowym pobycie w Paryżu, wyjechał do Londynu. Maurycy ordynat hr. Zamoyski, po ponownym kilkutygodniowym pobycie we Francji, wyjechał do Piotrogradu. Przebywa w Paryżu Erazm Piltz, dyrektor Tow. Pracy Społecznej w Warszawie.

◊ Kalendarze.

Posiadamy jeszcze ośm egzemplarzy Kalendarza wychodzącego polskiego na rok 1916. Cena 5 fr. — z przesyłką pocztową 5 fr. 50 cent. Polecamy to niezmiernie ciekawe wydawnictwo uwadze wszystkich naszych Czytelników.

◊ Pierwszy Wolontariusz Polski w armii francuskiej.

Świadection Wolontariusza Polskiego, opatrzone numerem pierwszym, świadectwo, wydane przez Związek Sokolstwa Polskiego w Zachodniej Europie, na dowód zaciągnięcia się do armii francuskiej, otrzymał, onego czasu, Mieczysław Rodzyński, sokół.

Symboliczna jedynka oznaczała podotąd tylko numer porządkowy zapisu Wolontariuszów; przypadek Rodzyńskiemu wypadkowo raczej, dlatego, że na liście ktoś musiał być pierwszym i ktoś ostatnim...

To przecież rachunkowe pierwszeństwo, dzielny sokół polski umiał zamienić w tytuł zasługi szczerzej.

Gdy słowa te kreślił, Mieczysław Rodzyński, sierżant 4 pułku Zuawów, ozdobiony medalem wojskowym i krzyżem wojny z palmą, został, po raz trzeci, wymieniony w rozkazie dziennym Armii francuskiej i tym razem w tych niezwykłych słowach:

« Sierżant wzorowy. Dwa rozkazyienne, jedna rana. Ochotnik w wyprawie uczynionej, w dniu 15 marca 1916 roku, na placówkę niemiecką, odznaczył się, podczas całej tej wyprawy, odwagą i zapałem. Był przedmiotem podziwu wszystkich, gdy, odbierając rozkaz od swego oficera, pod gwałtownym ogniem artylerji, przybrał służbową pozycję na « garde à vous ».

Imieniem Sokolstwa polskiego zasyłamy dzielnemu Druhowi-Zołnierzowi serdeczne « Czołem! »

◊ Dwie nowe pocztówki.

Wyszły nakładem « Polonii » i są do nabycia w Administracji dwie nowe pocztówki, przedstawiające « Zgon Szuyskiego » i « Francja wyzwala Polska i Belgję », według znanych naszym Czytelnikom kompozycji Jana Styki.

Cena: 12 sztuk 1 fr. z przesyłką 1 fr. 25 cent

◊ Korespondencje z krajem.

Na liczne zapytania, które nas ciągle w tym przedmiocie dochodzą, pomimo iż już dwukrotnie udzieliliśmy wskazówek, powtarzamy raz jeszcze, że listy, dotyczące rodzin, przebywających w kraju oraz informacje ściśle osobiste można przysyłać, między innymi, za pośrednictwem i pod adresem « Ryska Comitét, Hôtel Continental, Stockholm, Suède, l'abbé Markowski » przyczem należy dołączyć markami lub bonami na marki 50 cent. Dalej, w tenże sam sposób, można pisać do Tow. « Ognisko, 10, rue du Conseil-Général, Genève, Suisse », — albo do « Bureau International de la Paix, Bern, Suisse ».

Według naszych danych atoli, najdzielniej dotychczas sprawnia się polskie biuro ks. Markowskiego w Sztokholmie a to dzięki wielkiej skrupulatności i doskonałej organizacji biura a może i wogóle łatwości komunikowania się z zaborami austro-niemieckimi.

◊ Zaufanie.

Piękna kompozycja Konrada Henryka Wagnera, przedstawiająca Orła Białego, znajdującego ziarana wolności, wyszła w artystycznej odbitce nakładem « Polonii » i jest do nabycia w Administracji po 1 fr. za egzemplarz, z przesyłką 1 fr. 25 cent. « Zaufanie » jest już czwartym rysunkiem, wydanym w serii kompozycji polskich z Wojny roku 1914-16. Serja ta stanie się niebawem wielką rzadkością wydawniczą.

◊ Odczyt Senatora Edwarda Herriot'a.

Dowiadujemy się, iż, w końcu bieżącego miesiąca, maja, najpóźniej w pierwszych dniach czerwca, odbędzie się odczyt o Polsce Senatora i Mera Lyonu, Edwarda Herriot'a.

◊ W Nicei.

W dniu 28 zm., w sali zebrań « Koła », odbyła się konferencja polityczna p. Józefa Lipkowskiego w języku francuskim. Salę wypełnili po brzegi licznie zebrani słuchacze Francuzi i Polacy.

Po odczyt, który zjednał sobie uznanie zebranych, p. Dutertre-Pluciński, artysta dramatu, deklamował z zapałem, przyczem i prelegent wygłosił kilka ze swych utworów poetyckich. Dzienniki miejscowe poświęciły temu zebraniu bardzo przychylne notatki.

◊ Odczyt polski.

W niedzielę, dnia 14 maja, o godzinie 2 i pół po południu, w sali Colarossi, 10, rue de la Grande-Chaumière, odbędzie się pogadanka na temat « Historyczna rola Polski », którą zagai p. K. Zalewski a prowadzić będzie p. K. Wolski.

◊ Odczyty o Polsce.

Wczoraj, w piątek wieczorem, w sali Merostwa piątej dzielnicy Paryża, odbył się odczyt p. Georges Bienaimé, na temat « Opór zwycięskich Polaków wobec germanizacji ». Prelegent święcił, i tym razem, jedno ze zwykłych mu powodzeń oratorskich. Przewodniczył zebraniu i zagajał je, ze swadą i głęboką dla naszej sprawy przyjaźnią, Charles Richet, członek Akademji nauk.

Program uzupełnił występ znakomitej artystki-spiewaczki, p. Amadei-Ćwiklińskiej, której akompanjował z zapałem maestro Alfredo Amadei oraz panny Halki Hulewiczówny, uczennicy Konserwatorium Paryskiego, obdarzonej wielkiej siły talentem dramatycznym.

◊ Do zreformowanych Wolontariuszów.

Zwracamy się do wszystkich zreformowanych Wolontariuszów a w szczególności do tych, którzy, od szeregumiesiący, pracują podawnemu i zarabiają, aby raczyli przypomnieć sobie otrzymane od nas pożyczki zwrotne...

Pożyczki te otrzymali od nas w momencie krytycznym, gdy nie mieli jeszcze środków, gdy myśl o jutrze była dla nich ciężkim brzemieniem.

Owóz o pieniądze te wołamy, upominamy się i domagamy się ich dlatego, że oto, gdy zreformowani powrócili do ciszy spokojnego życia, wczorajsi ich towarzysze są na linii bojowej i potrzebują gwałtownie doraźnej pomocy.

Ufamy, że to wezwanie nasze osiągnie skutek, że nie będziemy potrzebowali się uciekać do wymieniania każdego poszczególnie z imienia i nazwiska.

Macie z czego oddać, więc oddajcie, bo grozi przez Was, Panowie, nie zwrócony jest własnością tych, którzy walcą po dziś dzień, którzy trwają w szeregu.

◊ Znów « hrabina » polska.

Ostatnie wiadomości, dotyczące rozruchów powstańczych w Irlandji, przynoszą nam imię « polskiej hrabiny », która, będąc Irlandką z pochodzenia i urodzenia, brała żywy i czynny udział w organizowaniu oddziałów powstańczych. Rewolucjonistka ta ma być żoną « hrabiego » Markiewicza, Polaka, artysty-malarza. Co wyklada się, w interpretacji dzienników francuskich i angielskich, że wybuch irlandzki miał poparcie przedstawiciela jakiegoś wielkiego rodu polskiego.

Dla ścisłości stwierdzamy, iż nazwisko « Markiewicz » jest tylko szlachecko-litewskim i że hrabiów Markiewiczów nie było nie ma na świecie.

◊ O ubranie dla zreformowanego Wolontariusza.

Odwolujemy się znów do naszych Czytelników z prośbą o ubranie dla zreformowanego Żołnierza, lecz o ubranie miary średniego wzrostu.

◊ Orły polskie haftowane.

Polecamy wszystkim wizerunki Orła polskiego, haftowane na jedwabiu amarantowym, wielkości 70 x 70 cent. Wizerunki te, wykonane artystycznie, według wzoru Orła jagiellońskiego, mogą stanowić nie tylko dekorację ścienną, lecz mogą być użyte na pokrycie poduszek dywanowych, oparć foteli i. t. p.

Cena niezmiernie niska, wobec wielodniowej pracy, której haft tego rodzaju wymaga, i kosztu materiału, wynosi tylko, 60 fr. — z przesyłką i asekuracją, 62 fr.

◊ Pocztówki z flagą polską.

Pocztówki z flagą polską i orzeczeniami w kwestji polskiej Senatorów i Deputowanych francuskich winny być rozpowszechniane przez wszystkich Polaków, jako dokument doniosłości naszej sprawy.

Nabywającym większą ilość znaczne ustępstwa.

Cena 10 egzemplarzy, 1 fr. 25 cent. — za 50 egzemplarzy, 5 fr. 50 cent. — za 100 egzemplarzy, 10 fr.; — za 500 sztuk, 45 fr.; — za 1.000 sztuk, 80 fr.

Ceny te polecamy uwadze organizatorów zebrań, koncertów i obchodów.

PIERWSZA ROCZNICA

W dniu 9 maja, przypada pierwsza rocznica bitwy pamiętnej pod Arras, gdzie kwiat Polskiej Młodzieży wolontarskiej okrył się chwałą, gdzie tyłu i conajdzielniejszych legło śmiercią męźnych.

I dzień ten łączy się ze świętem narodowym polskim, św. Stanisława, i łączy się z obchodem Konstytucji Trzeciego Maja.

Niech myśl obywatelska, śród tych jasnych obchodów, zwróci się ku Tym, którzy, przed rokiem, wypominali dzień Konstytucji na linii bojowej, którzy święto narodowe polskie krwawą uświęcili ofiarą, w imię wolności Ziemi Ojczystej, równości i braterstwa wszystkich jej stanów.

Polegli w dniu 9 maja 1915 roku:

Budziński Andrzej.

Chociński Henryk, kapral.

Czajkowski Bolesław Karol, podporucznik.

Dobrowolski Romuald.

Furdzik Antoni.

Kamiński Stanisław.

Klimas Kazimierz.

Kowalczyk Jan.

Liszewski Jan.

Liszkowski Wacław, umarł z ran otrzymanych w bitwie pod Arras.

Malcz Lucjan, podporucznik.

Migdał Lejbus.

Popczyński Stanisław.

Przaizang Karol, kapral.

Tenenbaum Stefan.

Terlikowski Stefan, kapral.

Trzebiatowski Kazimierz.

Weinberg Karol Kazimierz.

Wieweger Edmund.

Zawieja Franciszek.

Złotogórski-Goldberg Hilary.

Ponadto, kilkunastu Wolontariuszów w dniu tym zaginęło bez wieści, zgon ich nie został stwierdzony, wiadomość z niewoli także od nich nie nadeszła podotąd, lecz jeszcze ufamy, jeszcze nie tracimy nadziei, iż wielu z nich odnajdzie się, powróci na łono udreżonych Matek, Ojców i Rodzin.



ODPOWIEDZI REDAKCJI

Panu Wiktorowi P. w. M. Wskazanej przez SzPana rodziny, w spisach szlachty polskiej, u Paprockiego ani u Niesieckiego, nie ma. Prosimy o wymienienie herbu, może pod herbem będzie wskazówka. Co się tyczy ksiąg Heroldji Królestwa Polskiego, heroldji czasów porozbiorowych, utworzonej niegdy, po rewolucji roku 1831, przez cesarza Mikołaja I., tych ksiąg nie posiadamy. Bibliotekę mamy nie do sprzedania, lecz na własny użytek.

Pani Julji Ef. Aby zrozumieć słuszość opryskliwej odpowiedzi, trzeba często znać treść wystosowanego do nas pisma... Ów « domorosły » pan chciał poprostu wyzyskać naszą nieuwagę, wybrał ze Słowackiego niewymyślny ustęp i podsunął nam go, aby spowodować odpowiedź krytyczną i aby po tem wolać w niebogłosy, oto, patrzcie, Słowackiego nawet sponiewierał! Taką sztukę wyplataną raz Redakcji « Krytyki » krakowskiej i, dzięki temu « niewinnemu » figlowi, « Krytyka » razem z Feldmanem ucierpiała bardzo boleśnie... Gdy nam ten wiersz nadesłano, uderzył nas dźwięk znany, lecz nie mogliśmy go narazie wykryć... « Domorosły » jegomość tymczasem zaatakował nas nawet w mieszkaniu prywatnem, domagając się « oceny » w « Odpowiedziach ». To nastawienie potwierdziło naszą podejrzliwość, zaczęliśmy szukać, strawiliśmy mnóstwo czasu aż, nareszcie, zgola przypadkowo, wpadliśmy na mało znany poemat « Jan Bielecki »... Wolno w ostateczności uciąć nam « Prima Aprilisa », lecz siłą się na to, aby wprowadzić kogoś w zasadzkę, łatwą zresztą, bo w dziełach najlepszych poetów nie brak wierszy błahych, przejściowych, służących jako tło szare, powszednie, banalne, do uwypuklenia głównej myśli dzieła, — no to, zaiste, trzeba cierpieć na brak conajmniej trzech z pięciu zasadniczych klepek sklepienia mózgowego, trzeba być bezspornym półgłówkiem.

Panu Andrzejowi B. w. M. Radzimy zwrócić się do Banque Française pour le Commerce et l'Industrie, 17, rue Scribe, który udzieli Mu w tej mierze wszystkich wskazówek i ułatwi nabycie papierów wartościowych czy też przyjmie lokatę kapitałową.

Panu K. A. I. w. J. Nie wydrukujemy i tylko dlatego, że, jak SzPan sam zauważył zapewne, praca Jego doszła nas w chwili, gdy już studjum Stanisława Kozickiego oddaliśmy pod prasę. Studjum to, poświęcone jest temu samemu przedmiotowi. To zejście się tematów jest dowodem, że SzPan dotknął był kwestji żywotnej i takiej, o której nie tylko cudzoziemcy, lecz i Polacy wogóle słabe mają pojęcie. Dzieje porozbiorowe Polski bywają i dla Polaków najczęściej zamkniętą księgą. Dziękujemy serdecznie za pamięć łaskawą o nas.

Panu Janowi S. L. Dziękujemy uprzejmie. Oczywiście, że czytamy, i zarówno jak i SzPan nie możemy wykryć istoty tych « poglądów ». Nie ma ich tam wcale bodaj, jest tylko żółć i narzekanie. Żeby do czegoś dojść, coś osiągnąć, trzeba wzbudzić w sobie myśl przewodnią, mieć wytknięty nie tylko cel ale, co stokróż jest trudniejszym zadaniem, drogę... Krytyka ma określone wyraźnie granice a w szczególności taka krytyka, która sięga spraw tej natury. W dziele społecznym i politycznym ten ma prawo do krytyki, kto umie samemu zakasać rękawy i stanąć do warsztatu i pokazać innym, jak się czynić powinno... Wyrzekać atoli, wybrzydzać i obrzydzać sobie i innym zabiegi i pracę cudzą, gdy się jest czy bezzilnym, czy nie zdolnym, czy wyjąłowym jest to kłopotem świerszczów... Świerszcz uderzaniem skrzydełek wywołuje znany terkot, który ludzie nieświadomi życia tego owadu, pocytuja za głos...

Panu Konstantemu K. B. Zamieszczamy zawsze, o ile otrzymujemy kopję rozkazu dziennego lub o ile sami wyczytamy odnośną nominację. Codziennie sprawdzamy spisy, które ukazują się w dzienniku urzędowym, i wyławiamy naj-

staranniej wszystko, co dotyczy Polaków. Rozkazy pułkowe i zawarte w nich odznaczenia nie należą do tych, które ogłasza dziennik urzędowy i stąd są one dla nas bezpośrednio niedostępne. Zresztą rubryki, dotyczące Polaków w Armji francuskiej, są przez nas prowadzone ze wzorową, co bez fałszywej skromności możemy zaznaczyć, skrupulatnością. Czy kto dba o to, czy nie dba, czy zabiega o to, aby był wydrukowany czy nie zabiega, skoro tylko życie jego żołnierskie zdobywa sobie awans, odznakę, wyłania się na widownię, ulega zmianie, zawsze szczegóły te podajemy w myśli o przyczynieniu materiałów potomności. Ponadto, posiadamy w archiwum mnóstwo ciekawego tworzywa, wiele nieznanych wiadomości, te zachowujemy na czasy, gdy burza trwająca ucichnie.

FOURRURES & PELLETERIES
Garde pendant l'été

E. REIFEN

19, rue Auber — PARIS

POUDRE
GERMANDRÉE

Secret
de beauté

Pour embellir et soigner
le peau adhérence absolue
et discrète Parfum idéal

MIGNOT-BOUCHER Parfumeur 10, rue Vivienne PARIS

FUTRA HENRI HUT
66, rue de Provence, 66

BERNARD RHOT, tailleur

Vêtements sur mesure pour Dames et pour Hommes
12, RUE GERANDO, PARIS-9° — Métro : ANVERS

MAGAZYN
KUŚNIERSKI

CHARLES
39, rue de Moscou, 39
Pierwszorzędne modele paryskie
Ceny Umiarkowane

PELLETERIES & FOURRURES

Vêtements — Pelisses — Étoles en tous genres

KUNSTLINGER & FERBER

7, rue du Mont-Tabor, 7 — PARIS

MAROQUINERIE & BRONZES

PORTE-PLUME «IDEAL», WATERMAN

20, boulevard Montmartre, PARIS

JÓZEF FREUNDLICH

KUŚNIERZ

5, rue de Provence, 5

KRAWIEC DAMSKI

S. KOENIG

19, rue des Mathurins, 19

Bronzy do oświetlenia elektrycznego

GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

L. GUTTMAN

REPARACJE I PRZERABIANIE FUTER

82, rue du Faubourg-Saint-Denis, 82. — Paris.

BRONCHITES
ASTHME · TOUX · CATARRHE
GLOBULES DU D^r DE KORAB
A L'HÉLÉNE DE
EXPÉRIMENTÉS DANS LES HOPITAUX DE PARIS
2 à 4 par jour
CHAPES 12, RUE DE LISLY PARIS

LE PIANISTE VIRTUOSE EDMOND HERTZ

— LEÇONS PARTICULIÈRES —

PRIX DE GUERRE

10, rue Simon-Dereure (Avenue Junot)

DE 8 A 6 HEURES

DENTS SOINS, POSE et REPARATIONS
de SUITE, Broch. gratis et franco.
Louvre Dentaire 73, Rue Rivoli
Face Samaritaine.

◎ FUTRA — WYROBY FUTRZANE ◎

REPARACJE — PRZERÓBKİ

S. BESTER

◎ 4, rue Richer, 4 — PARIS ◎

MARCELI BARASZ

35, RUE EUGÈNE-CARRIÈRE,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studjów wakade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

J. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE : PERŁY, — DROGIE KAMIEŃ
— BIŻUTERIE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph : CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —

(Właściciel : Edm. DENIZOT)

polecają :

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: E. DENIZOT

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII°)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem
sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne,
niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno mię-
kie, 32° 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem
sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne,
niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno
miękie, 32° 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden
tom, w skórę miękką, cielecą. . . 4 fr. 50 cent.

Wysyła się franko za przekazem pocztowym.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Ad-
ministracji "Polonii".

LE GÉRANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.